

PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE

Horizon 2024

Raymond Klein

En avril prochain, la France élira son ou sa président-e. La gauche sera perdante, tout comme lors des législatives en juin. Ces élections n'en sont pas moins importantes pour préparer l'avenir, en France et ailleurs.

Les nouvelles sont bonnes. Selon les derniers sondages, ce ne serait plus Marine Le Pen qu'Emmanuel Macron devrait affronter au second tour, mais Valérie Pécresse, candidate fraîchement investie par « Les Républicains » (LR). Au lieu d'un remake des mauvais rêves de 2002 et de 2017, avec des candidat-es de l'extrême droite classé-es deuxièmes, le 10 avril prochain, le premier tour aboutirait à un classique duel entre droite et gauche. Gauche, vraiment ? Malheureusement pas, car Macron l'ex-socialiste a aujourd'hui un profil de centriste de droite.

Première mauvaise nouvelle donc, la gauche continue à rester à l'écart dans les sondages, avec des scores en dessous de dix pour cent pour Jean-Luc Mélenchon et Yanick Jadot. Cela place les candidats de « La France insoumise » (LFI) et d'« Europe Écologie Les Verts » (EELV) en 5^e et 6^e place. La deuxième mauvaise nouvelle : le tout dernier sondage donne Pécresse gagnante - elle serait ainsi la première femme élue à ce poste, mais aussi représentante d'un parti de droite ayant massivement repris à son compte les sujets mis en avant par l'extrême

droite. Enfin, troisième mauvaise nouvelle, l'élection d'un-e président-e d'extrême droite n'est pas à exclure. Certes, celle-ci est momentanément affaiblie par la division provoquée par la candidature d'Éric Zemmour, mais la consistance avec laquelle les sondages créditent ses candidat-es de plus de 40 pour cent au second tour n'augure rien de bon.

Désunion à gauche

Faut-il suivre le courant médiatique et se focaliser sur la menace d'extrême droite et les moyens de la contrer ? Ou se contenter de pleurer sur l'effacement des sujets de gauche dans le débat politique préélectoral ? Ce serait avoir une vision myope de cette élection, car ce qui est en jeu, c'est l'avenir des droites populistes et extrêmes, bien sûr, mais aussi la recomposition du paysage politique français. Ces évolutions influenceront également les postures des différentes familles politiques dans d'autres pays et ne seront pas sans conséquences sur le plan supranational.

À gauche, pour le moment, le terme de recomposition semble pourtant moins approprié que celui de décomposition. Alors que, comme pour la présidentielle 2017, il y a eu des pourparlers en vue d'un programme et d'une candidature communs, ceux-ci n'ont pas abouti. Le peu d'enthousiasme de Mélenchon pour éventuellement soutenir une

autre candidature, tout comme les cavaliers seuls socialiste et écolo à la suite de leurs succès aux élections régionales (woxx 1639) ont abouti à au moins sept candidatures significatives à gauche. Rappelons qu'en 2017 on en avait compté finalement quatre, suite au rassemblement du PS et d'EELV derrière le socialiste Benoît Hamon et au soutien apporté par les communistes à Mélenchon.

Les efforts pour rassembler la gauche ne sont pourtant pas terminés : en janvier, l'initiative de la « Primaire populaire » proposera aux personnes adhérant à un « socle commun » progressiste de choisir entre dix candidatures, parmi lesquelles trois des candidat-es établies. Ces derniers jours, Anne Hidalgo et Arnaud Montebourg (respectivement candidate officielle du PS et socialiste indépendant) se sont découvert un intérêt pour cette « dernière » chance pour une candidature unie. Le soutien de ces deux candidatures peu cotées dans les sondages suffit pour que la Primaire populaire aboutisse sur le tard. Même pour les législatives en juin 2022, le risque est que les partis de gauche alternent les alliances et les affrontements, selon les opportunités tactiques. En effet, à côté du risque d'un effondrement de la gauche dans son ensemble, il y a aussi pour certains courants l'idée de pouvoir s'imposer comme mouvement hégémonique à gauche : LFI avec une approche populiste de

gauche, EELV autour des urgences écologiques, le PS dans la perspective d'une renaissance du réformisme...

Quatre courants contre un naufrage

La question de la recomposition de la gauche se pose dans d'autres pays, l'émergence de mouvements de gauche radicale, les succès électoraux des Verts et la déchéance des sociaux-démocrates étant plutôt la règle que l'exception. Le terme de « populisme de gauche » est de plus en plus utilisé comme une insulte, y compris par une gauche établie ou élitiste. Il désigne des groupements comme Podemos, Syriza ou les Democratic Socialists of America, qui cherchent à défendre les intérêts et à rallier les votes des couches populaires. La démarche s'est vu reprocher d'être trop complaisante avec des discours certes populaires, mais droitistes, par exemple dans le cas des positionnements de Sahra Wagenknecht au sein de « Die Linke ». Les avis sur sa capacité à mobiliser les couches populaires divergent, alors que celles-ci constituent, avec les jeunes, la masse des très nombreux abstentionnistes. Dans la mesure où le projet de LFI est fortement lié à la personnalité de Mélenchon, le sociologue Manuel Cervera-Marzal a estimé dans une interview avec « Politis » que « Jean-Luc Mélenchon est la dernière chance du populisme de gauche » - un suc-



Débat du second tour ?
Malheureusement, la gauche risque d'en être absente.
(Photo prise en septembre lors du
débat entre Jean-Luc Mélenchon et Éric Zemmour.)

cès le relancerait, mais un échec en 2022 lui serait fatal.

Les Verts français représentent également une espèce en voie de disparition, avec leur fort ancrage à gauche, alors qu'une dérive centriste est observable en Allemagne... et au Luxembourg. Leur positionnement lors des élections ainsi qu'une éventuelle participation gouvernementale détermineront si l'idée d'une écologie de gauche survivra. Ou si, au contraire, ses tenants devront se résoudre à « faire de l'écologie » au sein d'une future gauche fédérée, alors que les puristes de l'écologie passeront au centre de l'échiquier politique.

Enfin, alors que du côté de la gauche radicale, la question de l'anticapitalisme a été largement remplacée par celle du populisme, quelle place peut-il y avoir pour la social-démocratie ? Le mouvement de Macron, « La République en marche » (LREM), dont certains espéraient qu'il allait rénover le PS, a suivi une autre route, occupant solidement le centre droit tout en gardant ses références de centre gauche. D'une certaine manière, la conciliation entre valeurs socialistes et libérales, héri-

tage de la social-démocratie, fait désormais consensus au sein d'une gauche allant des centristes du Parti radical de gauche jusqu'aux anciens communistes - aussi parce que les mouvements sociétaux des vingt dernières années, jusqu'à un certain point, constituent une nouvelle incarnation du libéralisme classique.

Macron seul contre l'extrême droite et pour l'Europe ?

C'est l'expérience de ces luttes sociétales et l'héritage des luttes pour les droits sociaux qui alimentent une quatrième force à gauche : celle qui mise sur un « bloc arc-en-ciel », titre d'un livre de l'altermondialiste Aurélie Trouvé (qui a entre-temps rejoint LFI). Plutôt que de se rassembler derrière un ou des partis classiques, la gauche partirait à la conquête des institutions en s'appuyant sur une large alliance, en impliquant fortement les mouvements de base. Une idée qui fait son bout de chemin, mais qui reste fragile face aux logiques de parti, et aussi face à la nécessité de mobiliser pour empêcher le pire.

Le « rempart » contre l'extrême droite au second tour ne sera probablement pas un-e candidat-e de gauche, que cela plaise ou non. Faut-il préférer que ce rôle incombe à Valérie Pécresse, qui recueillera plus de voix de droite que Macron et n'est probablement pas plus haïe que lui, à gauche ? Ou alors compter sur celui qui, en 2017, avait réussi à présenter Marine Le Pen comme dangereuse et incompétente et à limiter les reports de voix de droite ? Le président sortant y joue en tout cas l'avenir de son mouvement politique centriste, voire celui d'une famille politique en train de se former au niveau européen...

L'action au sein de l'Europe constitue d'ailleurs un des rares atouts de Macron, contesté de tous les côtés sur les dossiers nationaux. Le 1er janvier, la France reprendra la présidence tournante du Conseil de l'UE, et le récent accord de coalition en Allemagne contient des ouvertures que le président français pourra mettre à profit pour relancer la « refondation » de l'Europe qu'il avait proposée dès septembre 2017. Bien entendu, l'europhilie du président est empreinte de libéralisme économique et sera mise

au service de sa campagne électorale. On peut néanmoins regretter qu'à gauche il n'y ait pas, pour le moment, de discours comparable sur un projet supranational - est-ce parce que les européennes n'auront lieu qu'en 2024 ?

Enfin, sur le plan géopolitique, c'est encore le centre et la droite qui donnent le la, avec la mise en avant des « valeurs occidentales » face au reste du monde (même s'ils ne sont pas d'accord sur le sens à donner à ces valeurs). À gauche, ces sujets sont souvent mis au second plan, et recèlent aussi un potentiel de conflit considérable, depuis l'attitude à avoir envers le Venezuela jusqu'aux appels à un durcissement envers la Chine. Dans un climat de pré-guerre froide se dessine une large alliance belliciste et néocolonialiste, contre laquelle se dresse un anti-impérialisme sans nuances d'un autre âge. La re-composition de la gauche française sera peut-être aussi l'occasion d'explorer une troisième voie, appréciant à la fois l'importance des valeurs libérales et celles de la paix et de la coopération internationale.